

abondantes, nos établissements inactifs, alors qu'il y a un si grand besoin de produits, et que, d'autre part, il y a un si grand nombre de gens sans travail. Je demande à nos grandes institutions financières si elles peuvent éclaircir la question; je vois, dans leurs rapports annuels, qu'elles nous parlent de récoltes et d'exportations de bestiaux, plus considérables que jamais, et pourtant, les prix en sont insuffisants. Elles nous parlent du grand nombre de faillites dans le monde des affaires; des énormes déficits dans notre administration gouvernementale et autres institutions publiques. Et en même temps elles nous signalent leurs propres bénéfices. N'y a-t-il pas là de quoi faire douter quelques-uns d'entre nous de l'équité même de notre système financier?

Mon collègue (M. Irvine) a suggéré l'année dernière que nous devrions avoir une enquête, non seulement au sujet de notre régime bancaire actuel, mais sur tout notre système monétaire et financier. Il me semble que nous n'obtiendrons pas de résultats bien tangibles si nous nous bornons à remanier notre régime bancaire, sans approfondir davantage la question. La plupart d'entre nous éprouvent beaucoup de difficultés à suivre par le menu les explications des économistes sur la question monétaire. Je me risquerai cependant à faire quelques propositions à ce sujet. Nous confondons quelquefois l'argent avec la richesse. Notre pays peut être pauvre en argent, et cependant être aussi riche que jamais. On nous prêche l'économie, mais il se pourrait bien que plus nous économiserons plus nous aggraverons la situation. L'un des plus pressants besoins de notre population, c'est le pouvoir d'achat, ce qui lui manque à l'heure actuelle. L'argent ne constitue pas la richesse; c'est tout au plus une représentation effective ou factice de la richesse. Quelques banques essaient de nous leurrer en nous disant qu'il existe encore un étalon d'or. Le rapport intérimaire de la Commission du numéraire et du change étrangers, présidée par lord Cunliffe, contient les assertions suivantes:

1. Avant la guerre, nous avions un étalon d'or complet et efficace.

2. Pendant la guerre, les conditions essentielles à l'existence de cet étalon d'or ont cessé d'exister.

Walker a raison lorsqu'il dit que "l'argent ne vaut que par ce qu'il nous procure" et qu'aujourd'hui les chèques constituent la vraie monnaie du pays. C'est une loi bien connue de l'économie politique que la valeur de la monnaie dépend du chiffre de sa circulation. Que se passe-t-il autour de nous aujourd'hui? L'argent est une chose d'utilité publique; comparable, comme le disait Adam Smith il y a plusieurs années, à une grande voie aérienne, et ce-

[M. Woodsworth.]

pendant il est accaparé par un tout petit groupe. Les banques sont des institutions quasi publiques, mais elles ne sont administrées que dans l'intérêt du petit nombre. J'ai souvent pensé qu'on pouvait représenter la situation financière du Canada de la manière suivante: Supposons que toute la production agricole du pays dépende de l'irrigation et qu'un groupe de gens contrôle le fleuve Fraser dans l'Ouest, tandis qu'un autre groupe contrôle les grandes rivières qui se déversent dans la baie d'Hudson par le fleuve Nelson; un troisième groupe contrôle les Grands lacs et le Saint-Laurent, et ainsi de suite. Supposons aussi qu'on puisse réunir toutes les eaux de ces grands fleuves par des canaux souterrains. Ceux qui monopoliseraient un tel système d'irrigation exerceraient un contrôle absolu. Ils pourraient transformer la province d'Ontario en un désert, ou ils pourraient faire fleurir les prairies comme des buissons de roses. N'est-ce pas là ce qui existe aujourd'hui dans notre domaine financier? Un très petit nombre de gens, environ dix-sept différents groupes, peuvent prélever un tribut dans chaque district du pays, dans chaque petit hameau et dans chaque ville. Par le contrôle qu'ils exercent sur le crédit de la communauté, ils peuvent décider en quel endroit les choses seront produites, et quelle doit être la nature des produits. Il n'y a jamais eu de dictature plus absolue que celle d'aujourd'hui. Nous n'obtiendrons pas de résultats tangibles tant que nous n'aurons pas reconnu ce fait et tant que nous n'irons pas à la fondation même du contrôle financier actuel.

Le discours du trône ne nous permet pas d'espérer le retour de la prospérité au Canada tant que la situation européenne ne se sera pas stabilisée. Nous sommes tous très heureux de ce que des traités ou arrangements commerciaux ont été conclus avec la France et l'Italie, mais je me demande parfois comment il se fait que ceux qui détiennent l'autorité ont cru devoir conclure un traité avec l'Italie, alors qu'ils n'ont pas essayé d'en conclure, ou d'entrer en relations commerciales avec un bien plus grand pays, la Russie. Si nous désapprouvons la révolution russe, basée sur la force, nous devons aussi désapprouver la révolution italienne, qui a été également accomplie par la force. Si nous reconnaissons le gouvernement de ce pays, je ne vois aucune raison pour ne pas reconnaître celui de la Russie. Je désire approuver, en mon propre nom,—et je parle aussi au nom d'un très grand nombre d'ouvriers du pays—l'attitude adoptée par le gouvernement, l'automne dernier, au sujet des difficultés du Levant. Je suis convaincu que ce fut un grand soulagement pour une très grande partie de la po-